

DÉMINAGE EN CASAMANCE : LES TERRES DÉPOLLUÉES SERONT RESTITUÉES.

Le Centre national d'action anti-mines du Sénégal (CNAMS) va procéder, en décembre, à la restitution de terres dont le déminage a été certifié, a annoncé hier à Ziguinchor le responsable de sa division « Education au danger », M. Seyni Diop. Il s'exprimait lors de la réunion-bilan du comité régional de l'action anti-mine. Selon lui, ces terres sont situées à Boutout, Mandina Mancagne, Kandialan et Sindone, qui figurent parmi les 9 localités dépolluées. Le déminage humanitaire entrepris par Handicap international, opérateur choisi par le Cnams, a permis de neutraliser quelque 120 mines, deux roquettes et une grenade, soit une surface de plus de 110.000 mètres carrés. Des actions de déminage à grande échelle sont prévues en 2011 dans des localités suspectées minées des régions de Kolda et de Sédhiou. Quelque 757 victimes de mines ont été enregistrées en Casamance. (APS)

ALAIN GUERRERO, PRÉSIDENT D'ACCES CANADA : « 2000 SÉNÉGALAIS TRAVAILLENT LÉGALEMENT AU CANADA »

Le président d'Acces Canada, une firme spécialisée en immigration franco-phonie pour le Canada, M. Alain Guerrero a révélé hier à Dakar que plus de 80 % des immigrés sénégalais trouvent facilement du travail dans son pays à cause du déficit de bras dans plusieurs secteurs d'activités. Par conséquent, déclare-t-il au cours du 9ème anniversaire d'Acces Canada au Sénégal, les immigrés sont une richesse pour le Canada. « La population Canadienne est vieillie. Il y a une vraie pénurie d'ouvriers. Par exemple, depuis quelques années, il y a un besoin réel de bouchers. C'est pareil dans les secteurs de la santé, de la restauration, de l'informatique », explique M. Guerrero. Pour lui, le Canada est fier d'accueillir des immigrés pour maintenir sa croissance économique. Grâce à cette structure d'immigration, plus de 2000 sénégalais travaillent au Canada « sans contrainte, par ce qu'ils parlent l'une des langues officielles du pays qu'est le français ». « Je considère que chaque Sénégalais est un digne ambassadeur de son pays au Canada. Seule la barrière linguistique relative à l'anglais, constitue un obstacle pour certains », a-t-il renseigné. Il ajoute que l'une des clés de la réussite dans ce pays est la poursuite des études en cours du soir. Toutefois, a-t-il précisé le système nord américain accorde plus d'importance à ce que la personne sait faire qu'aux diplômes qu'elle a obtenu un peu partout. Quelques jeunes sénégalais ont reçu lors de la cérémonie leur passeport avec le visa par le biais d'Acces Canada pour aller séjourner dans ce pays. Maké DANGNOKHIO

MUTILATIONS GENITALES FEMINIENES

Le Sénégal atteint un taux d'abandon de 82,22%

Une étude multi-pays sur la dynamique du changement social vers l'abandon des mutilations génitales féminines dans cinq pays africains a été lancée hier à Dakar. Elle montre que l'excision est en baisse au Sénégal.

L'abandon de l'excision est une réalité au Sénégal. Une étude multi-pays réalisée par l'Unicef sur la dynamique du changement social vers l'abandon de l'excision révèle que le pays a atteint un taux d'abandon de 82,22%. L'étude informe que les régions de Kolda et Matam sont les plus touchées avec respectivement un taux d'abandon de 94 et 93%. Ces deux régions sont suivies par Fatick et Thiès qui ont respectivement 6 et 7%. Le rapport de l'étude précise que les zones rurales sont plus touchées par le phénomène.

Le lancement du rapport a eu lieu

hier en présence du directeur de cabinet du ministre de la Famille, des Organisations féminines et de la Protection de l'enfant et de plusieurs autres acteurs de la lutte contre l'excision. « 5000 communautés pratiquent l'excision. Le phénomène est en baisse, même s'il y a des poches de résistance », a déclaré la directrice de la Famille, Mme Ndèye Soukèye Guèye qui a fait une présentation de la situation de l'excision au Sénégal. La directrice de la Famille estime que l'excision est une norme sociale adoptée par des communautés. Selon Mme Guèye, cette pratique a précédé

l'Islam. « Pour l'éradiquer, nous avons des argumentaires religieux, psychosociaux et sanitaires. La femme excisée a des problèmes de productivité », a souligné la directrice de la Famille.

L'étude a été réalisée dans cinq pays. Il s'agit de l'Éthiopie, l'Égypte, le Kenya, le Soudan et le Sénégal. Le rapport souligne que le taux d'abandon est en baisse dans ces différents pays. Toutefois, le rapport recommande le renforcement des stratégies communautaires. Selon la représentante de l'Unicef au Sénégal, Mme Giovanna Barberis, la lutte doit concerner la société civile, les Ong, les communautés et l'Etat. « Nous devons nous mobiliser en mettant en

place un plan de communication prenant la spécificité des zones ciblées », a dit Mme Giovanna Barberis.

Les acteurs sont unanimes à prôner une plus grande concertation. « Nous avons espoir qu'il y aura encore de bons résultats », a dit la directrice de l'Ong Tostan, Mme Molly Melching. Les acteurs de la lutte ont également souhaité une harmonisation des lois dans tous les pays où l'excision est pratiquée. Une proposition que le député ElHadji Malick Diop, représentant le président de l'Assemblée nationale, promet de défendre, après une évaluation de la loi sur l'excision déjà adoptée au Sénégal. Babacar DIONE

ENVOI DE FONDS PAR LES MIGRANTS

Le gros du lot provient des pays africains

Après Rabat et Accra, Dakar a été l'atelier pendant trois jours, l'atelier sur les migrations africaines. Les montants les plus importants envoyés par les migrants sénégalais viennent des pays africains et non européens ou asiatiques, a-t-on révélé au cours de cette rencontre.

Les conclusions d'une recherche sur le transfert d'argent des migrants ont montré que les sommes envoyées au Sénégal et dans les pays de la sous-région proviennent en majorité du continent africain, alors que beaucoup de nos concitoyens pensent que ces montants viennent de l'Europe, a révélé Papa Demba Fall, président du comité d'organisation de l'atelier sur les migrations africaines, tenu à Dakar du 16 au 19 novembre. Le thème principal de cet atelier organisé par l'Institut fondamental d'Afrique noire (Ifan) en collaboration avec l'Institut international de migration d'Oxford en Grande Bretagne, la Fondation McArthur du Crdi et Oxford Martin school est « la contribution de la recherche africaine aux théories des



Transferts d'argent vers le Sénégal, proviennent en majorité de l'Afrique.

migrations ». M. Fall insiste en déclarant que l'essentiel des sommes des migrants sénégalais venait jusqu'à une date récente des pays comme la Gambie. « Vous allez dans les pays comme le Zimbabwe, la majeure partie des sommes des migrants viennent de l'Afrique du Sud et non de l'Europe ou de l'Asie », a-t-il ajouté.

Selon Papa Demba Fall, l'objectif de l'atelier de Dakar est de mettre fin au cloisonnement entre le monde scientifique francophone et anglophone sur les questions de migration. « Nous avons essayé de réunir ces chercheurs pour unir nos forces et participer à la compréhension des faits migratoires qui occupent l'actualité ces derniers temps », a expli-

qué M. Fall. Il a ajouté que les recherches sur la migration sont portées sous un angle juridique alors qu'elles devaient être axées sur les domaines sociaux. « Nous essayons d'apporter notre pierre à la recherche, surtout dans le domaine social », a-t-il dit.

L'administrateur principal de programmes au Centre de recherches pour le développement international (Crdi), Ramata Thioune, a indiqué que les relations complexes entre la migration, le développement et le changement social ne sont pas encore comprises par les chercheurs et les autorités africaines. Pour faire comprendre ces phénomènes, elle propose que l'accent soit mis sur la recherche. Eugène KALY

TOUBA

Le porte-parole du Khalife suggère la création d'une agence chargée de l'organisation du Magal

Serigne Bassirou Mbacké Abdou Khadre, le porte-parole du Khalife général des mourides qui dirige le comité d'organisation a demandé hier plus de considération pour la ville de Touba et sur l'événement majeur qu'est le grand Magal de Touba. Il a par ailleurs suggéré la création d'une agence chargée de l'organisation du Magal.

Le gouverneur de la région de Diourbel, Mamadou Ibrahima Lo a présidé hier une réunion préparatoire

du grand Magal de Touba prévue vers la fin du mois de janvier prochain. Elle fait suite à plusieurs autres rencontres entre le comité d'organisation du grand Magal et les autorités administratives.

S'adressant aux différents chefs de services régionaux, le gouverneur de Diourbel leur a demandé de redoubler d'efforts pour une grande réussite de cet événement religieux.

Le gouverneur a sollicité l'appui du comité d'organisation pour que la caisse d'avance pour les dépenses en santé et hygiène, d'un montant de 100 millions Cfa soit disponible dans les délais. Il a reconnu que l'Etat à jouer sa partition pour relever le défi de l'organisation.

Concernant les autres secteurs comme l'hydraulique, la sécurité, l'électricité et les travaux routiers, les différents chefs de services ont réaffirmé leur engagement ferme pour

qu'aucun problème ne soit relevé.

La Senelec a promis la mise hors délestage de Touba. Le chef du service régional de l'hydraulique a donné des assurances sur la fin des travaux des forages de Sham et de Boustanou Arifina. Ils seront opérationnels avant le grand Magal. Chaque forage sera doté d'un groupe électrogène et une pompe de secours pour palier à d'éventuelles défaillances en fourniture d'électricité. 90 Km de réseau seront réalisés à côté du programme spécial de 17 Km, et celui de 10 km du Khalife général.

Pour sa part, Serigne Bassirou Mbacké Abdou Khadre, le porte-parole du Khalife général des mourides qui dirige le comité d'organisation n'a pas été tendre avec l'administration. Car pour lui, un événement comme le grand Magal de Touba qui rassemble près de quatre millions de pèlerins, mérite plus de considération que certains événements mondains qui n'ont aucun impact chez les populations.

Mamadou DIEYE

COMMUNIQUE

Cet homme âgé de 76 ans, mince et de taille moyenne, a été déposé par les Sapeurs-pompiers au Service des Urgences de l'Hôpital Principal de Dakar, suite à un malaise survenu à la gare routière Petersen le 30 octobre 2010.

L'intéressé qui s'appellerait **Boubacar DIALLO**, demeurant à HLM NIMZAT chez sa tante Ndèye NDIAÏE, est décédé le 20 novembre 2010.

Toute personne pouvant aider à retrouver ses parents est priée de prendre contact avec l'Hôpital Principal de Dakar.

Tél. 33 839.50.07
33 839.58.24

